

# **Avis n° 03-454 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 avril 2003 sur la décision tarifaire n° 2003012 de France Télécom relative à la création de l'offre " Bonus " pour les forfaits " Les Heures Locales "**

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu la directive 98/10/CE du 26 février 1998 concernant l'application de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale et l'établissement d'un service universel des télécommunications dans un environnement concurrentiel ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment son article L.36-7 ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu la demande d'avis de France Télécom, reçue le 4 mars 2003 ;

Après en avoir délibéré le 3 avril 2003 ;

## **1. L'objet de la décision tarifaire**

La présente décision tarifaire a pour objet d'accorder du temps de communication supplémentaire aux clients abonnés à l'un des forfaits " Les Heures Locales ".

L'offre " Les Heures Locales " se compose de sept forfaits allant de 3 heures à 20 heures de communications mensuelles, permettant au client titulaire d'un abonnement " résidentiel " de bénéficier d'un forfait de communications locales, valable 24 heures sur 24, facturé respectivement de 5,70 € TTC à 36,20 € TTC par mois.

L'offre " Bonus " de France Télécom permet, en fonction de l'ancienneté du contrat, de bénéficier de temps de communication supplémentaire par rapport au forfait souscrit :

- plus de 6 mois : 5% de temps de communication supplémentaire ;
- plus de 12 mois : 10% de temps de communication supplémentaire ;
- plus de 24 mois : 15% de temps de communication supplémentaire.

## **2. L'analyse de l'Autorité**

### ***Sur le marché***

Selon France Télécom, les offres de forfaits de communication de type " Les Heures Locales " et " Les Heures France " ont fortement progressé avec près de 6,8 millions de souscriptions au 31 décembre 2002.

Les forfaits " Les Heures Locales " sont des offres portant sur un segment de marché ouvert à la concurrence depuis le début de l'année 2002. Depuis lors, la part de marché des concurrents de France Télécom sur le trafic local, a enregistré pour l'essentiel l'effet de la prise en charge, sur leur réseau, du trafic local de leurs clients ayant opté pour la présélection.

Sur ce point, l'Autorité constate une évolution beaucoup moins favorable pour les concurrents de France Télécom au second semestre de l'année 2002 [\(1\)](#).

**Ainsi, au 31 décembre 2002, toutes clientèles confondues, les parts de marché de France Télécom sur la téléphonie fixe se stabilisent à 80,9% pour le local. En outre, l'Autorité note, selon les informations fournies par France Télécom, que s'agissant de la clientèle résidentielle la part de marché de France Télécom est supérieure à cette valeur moyenne.**

### ***Sur l'offre " Bonus "***

L'Autorité s'est prononcée défavorablement au mois de septembre 2002 sur une offre identique proposée par France Télécom au mois d'août 2002, considérant que cette offre était contraire aux règles de la concurrence (avis n° 02-781).

Elle s'est à nouveau attachée à vérifier que France Télécom ne propose pas, à travers cette décision, des offres susceptibles d'entraver l'exercice d'une concurrence effective ou à limiter les possibilités d'entrée sur le marché.

Dans le cadre de cette offre de fidélisation, l'Autorité note que les clients peuvent demander un changement de durée des Heures Locales, cette faculté gratuite étant limitée à trois changements sur une période de douze mois. Elle considère que les clients ayant souscrit à ces forfaits peuvent dès lors optimiser l'utilisation de leurs forfaits.

Par ailleurs, l'Autorité considère à ce stade que l'ensemble de la clientèle éligible à cette offre est susceptible, pour un forfait donné, d'accroître sa consommation téléphonique à hauteur de l'accroissement de consommation disponible. Elle analyse en conséquence cette évolution tarifaire comme une baisse de prix pour le consommateur, et dès lors il convient de vérifier que la commercialisation de cette offre de France Télécom ne génère pas un effet de ciseau tarifaire.

Selon les calculs de l'Autorité et sous les hypothèses habituellement retenues relatives aux taux de consommation des forfaits " Les Heures Locales ", l'Autorité constate au terme de son analyse que les niveaux tarifaires auxquels conduit cette bonification sur l'offre forfaits " Les Heures Locales " génèrent un effet de ciseau tarifaire, dès le premier taux correspondant à une souscription de plus de 6 mois, vis à vis d'opérateurs alternatifs souhaitant fournir une offre comparable.

### **3. Conclusion**

L'Autorité émet un avis défavorable sur la décision tarifaire n° 2003012 de France Télécom.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et à la ministre déléguée à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 3 avril 2003.

Le Président

Paul Champsaur

---

(1) Source : <http://www.francetelecom.fr> (Communiqué de presse en date du 29 janvier 2003).